

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2011 relatif aux dispositifs de sécurité des passages à niveau sur les voies ferrées, l'article 11, § 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel n° A1/04693/128 BD/XB du 23 novembre 1984;

Considérant que l'arrêté ministériel mentionné ci-dessus fixe les dispositifs de sécurité du passage à niveau privé sur la ligne ferroviaire n° 128, tronçon Ciney - Yvoir, situé à Yvoir, à la hauteur de la borne kilométrique 13.017;

Considérant que le passage à niveau privé sur la ligne ferroviaire n° 128, tronçon Ciney - Yvoir, situé à Yvoir, à la hauteur de la borne kilométrique 13.017, est supprimé sur le terrain,

Arrête :

Article unique. L'arrêté ministériel n° A1/04693/128 BD/XB du 23 novembre 1984 est abrogé.

Bruxelles, le 4 juillet 2013.

M. WATHELET

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2011 betreffende de veiligheidsinrichtingen aan overwegen op de spoorwegen, artikel 11, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit nr. A1/04693/128 BD/XB van 23 november 1984;

Overwegende dat bovengenoemd ministerieel besluit de veiligheidsinrichtingen vaststelt van de privé-overweg op de spoorlijn nr. 128, baanvak Ciney - Yvoir, gelegen te Yvoir, ter hoogte van de kilometerpaal 13.017;

Overwegende dat de privé-overweg op de spoorlijn nr. 128, baanvak Ciney - Yvoir, gelegen te Yvoir, ter hoogte van de kilometerpaal 13.017, op het terrein is afgeschaft,

Besluit :

Enig artikel. Het ministerieel besluit nr. A1/04693/128 BD/XB van 23 november 1984 wordt opgeheven.

Brussel, 4 juli 2013.

M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2013/14379]

4 JUILLET 2013. — Arrêté ministériel abrogeant l'arrêté ministériel n° 78613/128B/IIC du 4 mai 1938 fixant les dispositifs de sécurité du passage à niveau privé sur la ligne ferroviaire n° 128, tronçon Ciney - Yvoir, situé à Haut-le-Wastia, à la hauteur de la borne kilométrique 35.400

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Vu la loi du 12 avril 1835 concernant les péages et les règlements de police sur les chemins de fer, l'article 2, interprété par la loi du 11 mars 1866;

Vu la loi du 23 juillet 1926 relative à la S.N.C.B. Holding et à ses sociétés liées, l'article 17, remplacé par la loi du 1^{er} août 1960 et modifié par l'arrêté royal du 18 octobre 2004;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2011 relatif aux dispositifs de sécurité des passages à niveau sur les voies ferrées, l'article 11, § 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel n° 78613/128B/IIC du 4 mai 1938;

Considérant que l'arrêté ministériel mentionné ci-dessus fixe les dispositifs de sécurité du passage à niveau privé sur la ligne ferroviaire n° 128, tronçon Ciney - Yvoir, situé à Haut-le-Wastia, à la hauteur de la borne kilométrique 35.400;

Considérant que le passage à niveau privé sur la ligne ferroviaire n° 128, tronçon Ciney - Yvoir, situé à Haut-le-Wastia, à la hauteur de la borne kilométrique 35.400, est supprimé sur le terrain,

Arrête :

Article unique. L'arrêté ministériel n° 78613/128B/IIC du 4 mai 1938 est abrogé.

Bruxelles, le 4 juillet 2013.

M. WATHELET

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2013/14379]

4 JULI 2013. — Ministerieel besluit tot opheffing van het ministerieel besluit nr. 78613/128B/IIC van 4 mei 1938 tot vaststelling van de veiligheidsinrichtingen van de privé-overweg op de spoorlijn nr. 128, baanvak Ciney - Yvoir, gelegen te Haut-le-Wastia, ter hoogte van de kilometerpaal 35.400

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Gelet op de wet van 12 april 1835 betreffende het tolgeld en de reglementen van de spoorwegpolitie, artikel 2, geïnterpreteerd bij de wet van 11 maart 1866;

Gelet op de wet van 23 juli 1926 betreffende N.M.B.S. Holding en haar verbonden vennootschappen, artikel 17, vervangen bij de wet van 1 augustus 1960 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 oktober 2004;

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2011 betreffende de veiligheidsinrichtingen aan overwegen op de spoorwegen, artikel 11, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit nr. 78613/128B/IIC van 4 mei 1938;

Overwegende dat bovengenoemd ministerieel besluit de veiligheidsinrichtingen vaststelt van de privé-overweg op de spoorlijn nr. 128, baanvak Ciney - Yvoir, gelegen te Haut-le-Wastia, ter hoogte van de kilometerpaal 35.400;

Overwegende dat de privé-overweg op de spoorlijn nr. 128, baanvak Ciney - Yvoir, gelegen te Haut-le-Wastia, ter hoogte van de kilometerpaal 35.400, op het terrein is afgeschaft,

Besluit :

Enig artikel. Het ministerieel besluit nr. 78613/128B/IIC van 4 mei 1938 wordt opgeheven.

Brussel, 4 juli 2013.

M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[2013/204726]

19 JUILLET 2013. — Arrêté royal portant diverses dispositions en matière de force probante

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet principal d'établir des dispositions transversales permettant de remplacer les documents papiers visés par ou en vertu de diverses réglementations dans le cadre des soins de santé par leurs équivalents électroniques.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[2013/204726]

19 JULI 2013. — Koninklijk besluit houdende diverse bepalingen inzake bewijskracht

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit waarvan ik de eer heb het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft als hoofddoel transversale bepalingen vast te leggen op grond waarvan papieren documenten bedoeld door of krachtens diverse reglementeringen in het kader van de gezondheidszorg door hun elektronische equivalenten kunnen worden vervangen.

Les données nécessaires à l'application de ces diverses réglementations sont, en effet, de plus en plus souvent collectées, traitées et conservées de manière électronique. Ceci suscite dès lors des questions sur le plan de la force probante.

Cet arrêté royal définit les conditions selon lesquelles force probante peut être accordée aux versions électroniques des documents visés par ou en vertu de diverses réglementations dans le cadre des soins de santé (identification et authentification de l'auteur, intégrité et datage du document électronique avec précision et certitude). Pour ce faire, il est fait appel à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.

De manière concrète, les modifications apportées par cet arrêté royal, pris en exécution, notamment, de l'article 32 de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions, consistent en l'ajout de nouveaux articles dans diverses réglementations du secteur des soins de santé, et en particulier dans la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins, l'arrêté royal n° 80 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des pharmaciens, la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 et la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales.

Les documents visés par ou en vertu de ces diverses réglementations ne pourront bien entendu être présentés sous forme électronique que lorsque les flux électroniques nécessaires à cet effet seront offerts.

COMMENTAIRES DES ARTICLES

Art. 1.

Les documents visés par la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente ou par ses arrêtés d'exécution doivent pouvoir être présentés, dès que cela sera disponible, en version électronique. Cela ne pourra toutefois avoir lieu que dans la mesure où celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.

Art. 2.

Les documents visés par l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé ou par ses arrêtés d'exécution doivent pouvoir être présentés, dès que cela sera disponible, en version électronique. Cela ne pourra toutefois avoir lieu que dans la mesure où celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.

Art. 3.

Les documents visés par l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins ou par ses arrêtés d'exécution doivent pouvoir être présentés, dès que cela sera disponible, en version électronique. Cela ne pourra toutefois avoir lieu que dans la mesure où celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.

Art. 4.

Les documents visés par l'arrêté royal n° 80 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des pharmaciens ou par ses arrêtés d'exécution doivent pouvoir être présentés, dès que cela sera disponible, en version électronique. Cela ne pourra toutefois avoir lieu que dans la mesure où celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.

Art. 5.

Les documents relatifs à l'assurance soins de santé visés par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 ou par ses arrêtés d'exécution peuvent être présentés, dès que cela sera disponible, en version électronique. Cela ne pourra toutefois avoir lieu que dans la mesure où celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.

Les modalités techniques d'application, en exécution des règles fixées par cet arrêté royal, sont fixées par le Comité de l'assurance, par règlement visé à l'article 22, 11°, le cas échéant, après avis de la commission de convention ou d'accord compétente.

De nodige gegevens voor de toepassing van deze diverse reglementeringen worden immers steeds vaker op elektronische wijze ingezameld, verwerkt en bewaard. Dit roept vragen op met betrekking tot de bewijskracht.

Dit koninklijk besluit legt de voorwaarden vast waaronder bewijskracht kan worden verleend aan de elektronische versies van de documenten bedoeld door of krachtens diverse reglementeringen in het kader van de gezondheidszorg (identificatie en authenticering van de auteur, integriteit en nauwkeurige en zekere datering van het elektronische document). Daartoe wordt er een beroep gedaan op artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen.

Concreet bestaan de wijzigingen doorgevoerd door dit koninklijk besluit, genomen in uitvoering van onder meer artikel 32 van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen, in de toevoeging van nieuwe artikelen in diverse reglementeringen van de gezondheidszorgsector, en meer bepaald in de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, het koninklijk besluit nr. 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren, de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 en de wet van 29 april 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsensijbereidkunde, de kinesitherapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen.

De documenten bedoeld door of krachtens deze verschillende reglementeringen kunnen uiteraard pas in elektronische vorm worden ingediend zodra de daartoe noodzakelijke elektronische stromen beschikbaar zijn.

ARTIKELSGEWIJZE COMMENTAAR

Art. 1.

De documenten bedoeld in de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening of in de uitvoeringsbesluiten ervan moeten in elektronische versie kunnen worden ingediend zodra die beschikbaar is. Dit kan echter pas gebeuren als deze versie bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen.

Art. 2.

De documenten bedoeld in het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen of in de uitvoeringsbesluiten ervan moeten in elektronische versie kunnen worden ingediend zodra die beschikbaar is. Dit kan echter pas gebeuren als deze versie bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen.

Art. 3.

De documenten bedoeld in het koninklijk besluit nr. 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren of in de uitvoeringsbesluiten ervan moeten in elektronische versie kunnen worden ingediend zodra die beschikbaar is. Dit kan echter pas gebeuren als deze versie bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen.

Art. 4.

De documenten bedoeld in het koninklijk besluit nr. 80 van 10 november 1967 betreffende de Orde der apothekers of in de uitvoeringsbesluiten ervan moeten in elektronische versie kunnen worden ingediend zodra die beschikbaar is. Dit kan echter pas gebeuren als deze versie bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen.

Art. 5.

De documenten bedoeld in de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 of in de uitvoeringsbesluiten ervan moeten in elektronische versie kunnen worden ingediend zodra die beschikbaar is. Dit kan echter pas gebeuren als deze versie bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen.

De technische toepassingsregels, in uitvoering van de regels vastgelegd door dit koninklijk besluit, worden door het Verzekeringscomité vastgesteld per verordening bedoeld in artikel 22, 11°, in voorkomend geval, na advies van de bevoegde overeenkomsten- of akkoordcommissie.

Art. 6.

Les documents visés par la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales ou par ses arrêtés d'exécution peuvent être présentés, dès que cela sera disponible, en version électronique. Cela ne pourra toutefois avoir lieu que dans la mesure où celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.

Art. 7.

Cette disposition abroge l'arrêté royal du 27 avril 1999 relatif à la force probante des données enregistrées, traitées, reproduites ou communiquées par les dispensateurs de soins, les organismes assureurs, l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et toute autre personne physique ou morale en application de la loi coordonnée le 14 juillet 1994 et de ses arrêtés d'exécution. Celui-ci définissait les conditions selon lesquelles force probante pouvait être accordée aux données dont disposent les dispensateurs de soins et les organismes assureurs et qui sont enregistrées ou conservées au moyen d'un procédé électronique, photographique, optique ou de tout autre technique, ou qui sont transmises sur un support autre qu'un support papier, ainsi que leur reproduction sur papier ou tout autre support lisible.

Art. 8.

S'agissant des protocoles en matière de force probante rédigés en application de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 avril 1999 précité, la disposition prévoit que ceux-ci maintiennent leurs pleins effets jusqu'à la date à laquelle les modalités d'application visées à l'article 9bis, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 entrent en vigueur.

Art. 9.

Cette disposition prévoit que cet arrêté royal entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Le présent arrêté prend en compte les remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis n° 53.329/1 du 6 juin 2013.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
le très respectueux
et le très fidèle serviteur,

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

**19 JUILLET 2013. — Arrêté royal portant diverses dispositions
en matière de force probante**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions, l'article 32 et l'article 36/1, § 1^{er}, inséré par la loi du 19 mars 2013;

Vu la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente;

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé;

Vu l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins;

Vu l'arrêté royal n° 80 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des pharmaciens;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

Vu la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales;

Art. 6.

De documenten bedoeld in de wet van 29 april 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsnijbereidkunde, de kinesitherapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen of in de uitvoeringsbesluiten ervan moeten in elektronische versie kunnen worden ingediend zodra die beschikbaar is. Dit kan echter pas gebeuren als deze versie bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen.

Art. 7.

Deze bepaling heft het koninklijk besluit van 27 april 1999 betreffende de bewijskracht van de door de zorgverleners, de verzekering-sinstellingen, het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering en andere natuurlijke of rechtspersonen met toepassing van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 en haar uitvoeringsbesluiten opgeslagen, verwerkte, weergegeven of meegedeelde gegevens op. Dit besluit legde de voorwaarden vast waaronder bewijskracht kon worden verleend aan de gegevens waarover de zorgverleners en zorginstellingen beschikken en die zijn opgeslagen of bewaard door middel van een elektronische, fotografische, optische of elke andere techniek, of die worden meegedeeld op een andere dan op een papieren drager, evenals hun weergave op papier of op elke andere leesbare drager.

Art. 8.

Voor wat betreft de protocollen inzake bewijskracht opgemaakt met toepassing van artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 27 april 1999, wordt bepaald dat ze hun volle uitwerking behouden tot op de datum waarop de toepassingsregels, bedoeld in artikel 9bis, tweede lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 in werking treden.

Art. 9.

Deze bepaling stelt de datum van inwerkingtreding van dit koninklijk besluit vast op 1 januari 2012.

In dit besluit wordt met de door de Raad van State gemaakte opmerkingen in zijn advies nr. 53.329/1 van 6 juni 2013 rekening gehouden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

**19 JULI 2013. — Koninklijk besluit houdende diverse bepalingen
inzake bewijskracht**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen, artikel 32 en artikel 36/1, § 1, ingevoegd bij de wet van 19 maart 2013;

Gelet op de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 80 van 10 november 1967 betreffende de Orde der apothekers;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994;

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsnijbereidkunde, de kinesitherapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 1999 relatif à la force probante des données enregistrées, traitées, reproduites ou communiquées par les dispensateurs de soins, les organismes assureurs, l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et toute autre personne physique ou morale en application de la loi coordonnée le 14 juillet 1994 et de ses arrêtés d'exécution;

Vu l'avis du Comité de gestion de la plate-forme eHealth, donné le 5 avril 2011;

Vu l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 15 juin 2011;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé, donné le 27 juin 2011;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juillet 2011;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 16 août 2011;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Vu l'avis 53.329/1 du Conseil d'Etat, donné le 6 juin 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, modifiée en dernier lieu par la loi du 19 mars 2013, il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

« Art. 12/1. Les documents visés par la présente loi ou par ses arrêtés d'exécution peuvent être présentés, dès que disponible, en version électronique, pour autant que celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions. »

Art. 2. Dans l'arrêté royal n^o 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, modifié en dernier lieu par la loi du 19 mars 2013, il est inséré un article 45/1 rédigé comme suit :

« Art. 45/1. Sans préjudice de l'article 21, alinéa 2, du présent arrêté royal, les documents visés par le présent arrêté ou par ses arrêtés d'exécution peuvent être présentés, dès que disponible, en version électronique, pour autant que celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions. »

Art. 3. Dans l'arrêté royal n^o 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins, modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} mars 2007, il est inséré un article 30/1 rédigé comme suit :

« Art. 30/1. Les documents visés par le présent arrêté ou par ses arrêtés d'exécution peuvent être présentés, dès que disponible, en version électronique, pour autant que celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions. »

Art. 4. Dans l'arrêté royal n^o 80 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des pharmaciens, modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} mars 2007, il est inséré un article 30/1 rédigé comme suit :

« Art. 30/1. Les documents visés par le présent arrêté ou par ses arrêtés d'exécution peuvent être présentés, dès que disponible, en version électronique, pour autant que celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions. »

Art. 5. L'article 9bis de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 22 février 1998 et modifié par les lois des 9 juillet 2004, 27 décembre 2004, 1^{er} mars 2007 et 19 mai 2010 est remplacé par ce qui suit :

« Les documents relatifs à l'assurance soins de santé visés par la présente loi ou par ses arrêtés d'exécution peuvent être présentés, dès que disponible, en version électronique, pour autant que celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 1999 betreffende de bewijskracht van de door de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen, het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering en andere natuurlijke of rechtspersonen met toepassing van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 en haar uitvoeringsbesluiten opgeslagen, verwerkte, weergegeven of meegedeelde gegevens;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het eHealth-platform, gegeven op 5 april 2011;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer, gegeven op 15 juni 2011;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, gegeven op 27 juni 2011;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juli 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 16 augustus 2011;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Gelet op het advies 53.329/1 van de Raad van State, gegeven op 6 juni 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 maart 2013, wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 12/1. De documenten bedoeld in deze wet of in de uitvoeringsbesluiten ervan mogen, zodra beschikbaar, in elektronische versie worden ingediend voor zover deze bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen. »

Art. 2. In het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 maart 2013, wordt een artikel 45/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 45/1. Onverminderd het artikel 21, tweede lid, van dit koninklijk besluit, mogen de documenten bedoeld in dit besluit of in de uitvoeringsbesluiten ervan, zodra beschikbaar, in elektronische versie worden ingediend voor zover deze bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen. »

Art. 3. In het koninklijk besluit nr. 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007, wordt een artikel 30/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 30/1. De documenten bedoeld in dit besluit of in de uitvoeringsbesluiten ervan mogen, zodra beschikbaar, in elektronische versie worden ingediend voor zover deze bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen. »

Art. 4. In het koninklijk besluit nr. 80 van 10 november 1967 betreffende de Orde der apothekers, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007, wordt een artikel 30/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 30/1. De documenten bedoeld in dit besluit of in de uitvoeringsbesluiten ervan mogen, zodra beschikbaar, in elektronische versie worden ingediend voor zover deze bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen. »

Art. 5. Artikel 9bis van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998 en gewijzigd bij de wetten van 9 juli 2004, 27 december 2004, 1 maart 2007 en 19 mei 2010 wordt vervangen als volgt :

« De documenten met betrekking tot de verzekering voor geneeskundige verzorging bedoeld in deze wet of in de uitvoeringsbesluiten ervan mogen, zodra beschikbaar, in elektronische versie worden ingediend voor zover deze bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen.

Le Comité de l'assurance fixe, par règlement visé à l'article 22, 11°, le cas échéant, après avis de la commission de convention ou d'accord compétente, les modalités techniques d'application de l'alinéa précédent. »

Art. 6. Dans la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales, il est inséré un article 8/1 rédigé comme suit :

« Art. 8/1. Les documents visés par la présente loi ou par ses arrêtés d'exécution peuvent être présentés, dès que disponible, en version électronique, pour autant que celle-ci bénéficie de la force probante conformément à l'article 36/1, § 1^{er}, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions. »

Art. 7. L'arrêté royal du 27 avril 1999 relatif à la force probante des données enregistrées, traitées, reproduites ou communiquées par les dispensateurs de soins, les organismes assureurs, l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et toute autre personne physique ou morale en application de la loi coordonnée le 14 juillet 1994 et de ses arrêtés d'exécution, modifié par l'arrêté royal du 26 avril 2007, est abrogé.

Art. 8. Les protocoles en matière de force probante rédigés en application de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 avril 1999 relatif à la force probante des données enregistrées, traitées, reproduites ou communiquées par les dispensateurs de soins, les organismes assureurs, l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et toute autre personne physique ou morale en application de la loi coordonnée le 14 juillet 1994 et de ses arrêtés d'exécution, maintiennent leurs pleins effets jusqu'à la date à laquelle les modalités d'application visées à l'article 9bis, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, remplacé par l'article 5 du présent arrêté, entrent en vigueur.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2012.

Art. 10. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Het Verzekeringscomité legt per verordening bedoeld in artikel 22, 11°, in voorkomend geval, na advies van de bevoegde overeenkomsten- of akkoordcommissie, de technische toepassingsregels van het vorige lid vast. »

Art. 6. In de wet van 29 april 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsnijbereidkunde, de kinesitherapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 8/1. De documenten bedoeld in deze wet of in de uitvoeringsbesluiten ervan mogen, zodra beschikbaar, in elektronische versie worden ingediend voor zover deze bewijskracht bezit overeenkomstig artikel 36/1, § 1, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen. »

Art. 7. Het koninklijk besluit van 27 april 1999 betreffende de bewijskracht van de door de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen, het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering en andere natuurlijke of rechtspersonen met toepassing van gecoördineerde wet van 14 juli 1994 en haar uitvoeringsbesluiten opgeslagen, verwerkte, weergegeven of meegedeelde gegevens, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 april 2007, wordt opgeheven.

Art. 8. De protocollen inzake de bewijskracht opgemaakt met toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 april 1999 betreffende de bewijskracht van de door de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen, het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering en andere natuurlijke of rechtspersonen met toepassing van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 en haar uitvoeringsbesluiten opgeslagen, verwerkte, weergegeven of meegedeelde gegevens behouden hun volle uitwerking tot op de datum waarop de toepassingsregels, bedoeld in artikel 9bis, tweede lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, zoals vervangen bij artikel 5 van dit besluit, in werking treden.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2012.

Art. 10. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 19 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2013/24288]

19 JUILLET 2013. — Arrêté royal abrogeant l'arrêté royal du 7 novembre 1973 portant création du Conseil supérieur de la Génétique humaine

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 107;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1973 portant création du Conseil supérieur de la Génétique humaine;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 avril 2013;

Vu l'avis n° 53.399/1 du Conseil d'Etat du 24 juin 2013, donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'arrêté royal du 7 novembre 1973 portant création du Conseil supérieur de la Génétique humaine, modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 2000, est abrogé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2013/24288]

19 JULI 2013. — Koninklijk besluit tot opheffing van het koninklijk besluit van 7 november 1973 tot instelling van een Hoge Raad voor de Antropogenetica

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 107;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1973 tot instelling van een Hoge Raad voor de Antropogenetica;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 april 2013;

Gelet op het advies nr. 53.399/1 van de Raad van State van 24 juni 2013, gegeven overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het koninklijk besluit van 7 november 1973 tot instelling van een Hoge Raad voor de Antropogenetica, gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 december 2000, wordt opgeheven.